LES ACTEURS ET LES RESEAUX DE LA MONDIALISATION

Ces deux documents, une caricature du dessinateur suisse LeBretzel publiée sur le site LeBretzel.com et repris dans le quotidien l'Opinion et un article de la revue Conflits publié fin 2015 et rédigé par la géographe Elena Voulkovski posent la question des acteurs de la mondialisation, de leur stratégie et des conséquences de la mise en relation des territoires par des réseaux, autrement dit des conséquences de la mondialisation.

Différents acteurs interviennent dans les échanges et la construction de ces réseaux, chacun avec leur stratégie.

Les plus importants sont les FTN , des « entreprises globales » qui, comme H&M sont établies dans plusieurs pays, par l'intermédiaire de leurs filiales. Au nombre de 100 000, produisant un quart de la richesse mondiale, elles ont surtout un rôle de décision, comme ici l'état-major de H&M , qui, devant un planisphère décident de l'implantation de leur production à l'échelle mondiale et n'hésite pas à mettre en concurrence les territoires, ici la Chine et l'Ethiopie et peut-être plus tard l'Europe, à la recherche des avantages comparatifs les plus intéressants pour lui, ici le coût salarial le plus bas.

La société civile, c'est-à-dire « les acteurs non-gouvernementaux à but non-lucratif » comme les « religions, … les idéologies et .. les associations » réfléchissent et souvent agissent « à l'échelle mondiale », mais dans un but différent. Il s'agit plutôt de s'opposer ou d'atténuer les conséquences de la mondialisation en se concentrant sur la défense des droits de l'Homme, le développement humain ou la préservation de l'environnement.

Enfin, les Etats représentent davantage les intérêts des territoires, et le plus souvent de leurs populations. Ils adoptent une attitude ambiguë favorisant la mondialisation par la création de vaste zones de libre-échange comme l'ALENA, ou des lois accélérant l'ouverture des frontières (par exemple dans le cadre de l'OMC) , mais tentent aussi de renforcer leurs frontières (en maintenant des douaniers) et les flux sur lesquels ils semblent avoir « perdu le contrôle ».

En effet, l'influence des firmes transnationales aboutit à la mise en réseau de la plus grande partie des territoires du monde par une explosion des flux, rendant ces territoires désormais interdépendants. Ces flux matériels ou invisibles sont massifs et très rapides, parfois immédiats (exemple internet) et provoquent l'obsolescence et l'effacement des frontières, mais aussi des nombreux flux illégaux comme l'évaporation fiscale vers les paradis fiscaux, grands profiteurs de cet effacement.

Ces flux ont pour principale origine la DIT (Division internationale du travail) qui comme dans le cas de H&M met en relation des pays du Nord, le plus souvent de la Triade (ici la Suède) où sont prises les décisions , des pays émergents (ici la Chine) ou futurs pays ateliers (comme l'Ethiopie, encore PMA aujourd'hui) où est assurée la production et les pays du Nord principaux consommateurs. L'attitude des deux personnages montrent qu'ils ignorent et cyniquement « se gaussent des frontières » et probablement des populations.

Mais ces réseaux de production et de commercialisation ne peuvent se passer des Etats. Ces derniers maîtrisent encore en grande partie leur territoire en garantissant un maintien de l'ordre par leurs lois, leur police et « leurs juges », mais aussi par les aménagements qu'ils décident ou autorisent (routes, ports, aéroports, grands canaux interocéaniques comme l'agrandissement du canal de Panama) et qui sont nécessaires aux flux et mais aussi aux nœuds des réseaux dans les grandes métropoles mondiales. Ces états tentent d'ailleurs , ensemble de reprendre la main à travers les décisions du G20 (liste de paradis fiscaux, accord sur l'environnement) ou un meilleur contrôle de leurs frontières.

Au final, on constate que la mondialisation impulsée et grandement dirigée par les FTN, ne peut se passer des Etats. Certains comme les Etats-unis de Donald Trump réaffirment clairement leur volonté de contrôler les flux commerciaux à travers une guerre commerciale (nouveaux droits de douanes) et technologique (G5 de Huawey) avec la Chine.

Les éléments nécessaires à une analyse de document

- Le plan : idées principales , <u>arguments principaux</u> et explications
- Des connaissances extérieures : les notions géographiques des connaissances factuelles définitions
- Rester proche du texte (dans chaque paragraphe): Citations ou allusion au texte

<u>Introduction</u>, <u>présentation du document :</u>

Ces deux documents, une caricature du dessinateur suisse LeBretzel publiée sur le site LeBretzel.com et repris dans le quotidien l'Opinion et un article de la revue Conflits publié fin 2015 et rédigé par la géographe Elena Voulkovski posent la question des acteurs de la mondialisation, de leur stratégie et des conséquences de la mise en relation des territoires par des réseaux, autrement dit des conséquences de la mondialisation.

Différents acteurs interviennent dans les échanges et la construction de ces réseaux, chacun avec leur stratégie.

Les plus importants sont les FTN, des « entreprises globales » qui, comme H&M sont établies dans plusieurs pays, par l'intermédiaire de leurs filiales. Au nombre de 100 000, produisant un quart de la richesse mondiale, elles ont surtout un rôle de décision, comme ici l'état-major de H&M, qui, devant un planisphère décident de l'implantation de leur production à l'échelle mondiale et n'hésite pas à mettre en concurrence les territoires, ici la Chine et l'Ethiopie et peut-être plus tard l'Europe, à la recherche des avantages comparatifs les plus intéressants pour lui, ici le coût salarial le plus bas.

<u>La société civile</u>, c'est-à-dire « <u>les acteurs non-gouvernementaux à but non-lucratif</u> » comme les « <u>religions</u>, … <u>les idéologies et</u> … <u>les associations</u> » réfléchissent et souvent <u>agissent</u> « à <u>l'échelle</u> mondiale », mais dans un but différent. Il s'agit plutôt de s'opposer ou d'<u>atténuer les conséquences de la mondialisation</u> en se concentrant sur la défense des droits de l'Homme, <u>le développement humain</u> ou la préservation de l'environnement.

Enfin, <u>les Etats représentent davantage les intérêts des territoires</u>, et le plus souvent de leurs populations. Ils adoptent une attitude ambiguë favorisant la mondialisation par la création de vaste zones de <u>libre-échange</u> comme <u>l'ALENA</u>, ou des lois accélérant l'ouverture des frontières (par exemple dans le cadre de <u>l'OMC</u>), mais tentent aussi de renforcer leurs frontières (en maintenant des douaniers) et les flux sur lesquels ils semblent avoir « perdu le contrôle ».

En effet, l'influence des firmes transnationales aboutit à **la mise en réseau de la plus grande partie des territoires du monde** par <u>une explosion des flux</u>, rendant ces territoires désormais interdépendants. Ces flux matériels ou invisibles sont massifs et très rapides, parfois immédiats (exemple internet) et provoquent l'obsolescence et l'effacement des frontières, mais aussi des nombreux flux illégaux comme l'évaporation fiscale vers les paradis fiscaux, grands profiteurs de cet effacement.

Ces flux ont pour principale origine la DIT (Division internationale du travail) qui comme dans le cas de H&M met en relation des pays du Nord, le plus souvent de la Triade (ici la Suède) où sont prises les décisions, des pays émergents (ici la Chine) ou futurs pays ateliers (comme l'Ethiopie, encore PMA aujourd'hui) où est assurée la production et les pays du Nord principaux consommateurs. L'attitude des deux personnages montrent qu'ils ignorent et cyniquement « se gaussent des frontières » et probablement des populations.

Mais ces réseaux de production et de commercialisation ne <u>peuvent se passer des Etats.</u>
Ces derniers maîtrisent encore en grande partie leur territoire en garantissant un maintien de l'ordre par leurs lois, leur police et « leurs juges », mais aussi par les aménagements qu'ils décident ou autorisent (routes, ports, aéroports, grands canaux interocéaniques comme l'agrandissement du canal de Panama) et qui sont nécessaires aux flux et mais aussi aux nœuds des réseaux dans les grandes métropoles mondiales.
Ces états tentent d'ailleurs, ensemble de reprendre la main à travers les décisions du G20 (liste de paradis fiscaux, accord sur l'environnement) ou un meilleur contrôle de leurs frontières.

Au final, on constate que la mondialisation impulsée et grandement dirigée par les FTN, ne peut se passer des Etats. Certains comme les Etats-unis de Donald Trump réaffirment clairement leur volonté de contrôler les flux commerciaux à travers une guerre commerciale (nouveaux droits de douanes) et technologique (G5 de Huawey) avec la Chine.